4

CONSEIL des MINISTRES
SECRETARIAT GENERAL
9 Avril 1960
Arrivés N° 455

REPUBLIQUE DU DAHOMEY

DECRET DU PREMIER MINISTRE

PRESIDENCE DU CONSEIL DES
MINISTRES

ANNEE 1960 N° 73 /PCM.MEP

LE PREMIER MINISTRE,

VU la Constitution de la République du Dahomey

VU la Convention de Financement n° 24/C/59/G entre le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République du Dahomey, relative aux subventions accordées sur le Fonds d'Aide et de Coopération pour la réalisation de divers projets ;

VU le Décret n° 39/PCM/MEP du 3 Mars 1960 portant ouverture dans les écritures du Trésorier-Payeur du Dahomey d'un compte hors-budget intitulé "Investissement sur Aide financière de la République française" avec la rubrique : "Construction du Port de Cotonou" ;

VU le Décret n° 37/PCM/MEP du 3 Mars 1960 désignant M. PRUDON Georges comme Ordonnateur-Délégué des recettes et des dépenses concernant la construction du Port de Cotonou dont l'imputation doit être faite sur le compte n° 113-32 ;

Sur rapport du Ministre des Finances et du Ministre de l'Economie et du Plan ;

Le Conseil des Ministres entendu :

D E C R E T E :

ARTICLE 1er. - Monsieur PRUDON Georges, Administrateur, Directeur du Plan, est désigné comme Ordonnateur-Délégué des recettes et dépenses à effectuer par le Gouvernement du Dahomey pour la réalisation des opérations et travaux qui font l'objet de la convention n° 24 susvisée, ainsi que des recettes et dépenses correspondant à l'exécution de toutes autres conventions à venir entre les Gouvernements de la République Française et la République du Dahomey, dont l'imputation doit être faite au compte n° 113-32 : "Investissements sur Aide financière de la République Française ouvert dans la comptabilité du Trésor dahoméen.

Les titres de recette et les mandats ordonnancés seront assignés sur la Caisse du Trésorier-Payeur du Dahomey.

132400

ARTICLE 2.- Il est également chargé de l'émission des ordres de reversement au titre du compte n° 113-51 : "Dépenses du compte "Investissements sur Aide financière de la République Française" à annuler par suite de reversement de fonds.

ARTICLE 3.- Le présent décret sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera./-

Fait à PORTO-NOVO, le 7 AVRIL 1960.-

Par Le Premier Ministre
Le Ministre des Finances,

Hubert M A GA

F. APLOGAN

Le Ministre de l'Economie
et du Plan,

G. GAVARRY

AMPLIATIONS :

Original	1
P.C.M.	15
MINISTRES	12
M.E.P.	5
M.F.	5
M.T.T.	5
HAUSSAIRE	3
ASS.LEGISL.	3
TRESOR	1
C.F.	1
S.G.C.M.	4
J.O.R.D.	1